

# Le volet financier : des ouvertures différenciées

## Résumé

*Le volet financier de l'accord de libre-échange entre le Maroc et les Etats-Unis s'inspire des principes édictés au niveau de l'Organisation mondiale du commerce. Il ne remet pas en cause à court terme les dispositions de la réglementation marocaine en vigueur, mais il permet à moyen et long terme des ouvertures qui touchent de façons différenciées les compartiments du système financier marocain. Ces ouvertures semblent sans danger sur la stabilité financière du Maroc mais elles ne paraissent pas suffisantes pour pouvoir impulser des dynamiques concurrentielles et améliorer l'attractivité des capitaux américains.*

## Introduction

L'accord de libre-échange (ALE) signé par le Maroc et les Etats-Unis le 16 juin 2004 a la particularité de contenir, outre les dispositions sur le commerce des biens et services réels, un volet sur les services financiers qui aura certainement des répercussions sur le processus de libéralisation financière entamé par le Maroc depuis deux décennies.

Ce processus s'est déployé de façon progressive et surtout prudente. Il a su mettre le Maroc à l'abri des turbulences financières observées ces dernières années dans des pays d'Asie, d'Europe de l'Est et d'Amérique latine. Il s'est également matérialisé par une série de réformes réglementaires (1) et institutionnelles (2) internes, par l'adhésion du Maroc aux négociations de l'accord sur la libéralisation du commerce des services au niveau de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) et par la signature de nombreux accords de libre-échange multilatéraux et bilatéraux. Toutefois, l'ensemble de ces mesures ne s'est pas traduit par une grande attractivité des capitaux étrangers.

L'ALE signé avec les Etats-Unis est le dernier accord bilatéral en date. Il s'inspire des principes édictés par l'Accord général sur le commerce des services (AGCS). Il ne remet pas en cause à court terme les dispositions de la réglementation marocaine en vigueur mais il permet à moyen et long termes des ouvertures dans différents compartiments du système financier.

## Mohammed Amine Al Ayoubi

Analyste financier  
JAIDA/groupe CDG  
Membre du Réseau  
monnaie finance banque  
Université Mohammed V,  
Agdal  
el\_ayoubi\_amine@hotmail.com

## Saloua Takarroumt

Chargée d'études et de  
veille-CDG  
Membre du Réseau  
monnaie finance banque  
Université Mohammed  
V, Agdal  
takarroumt\_saloua@hotmail.com

(1) La réforme de la réglementation financière s'inscrit dans la logique globale du passage d'une économie administrée et cloisonnée à une économie libérale dominée par les mécanismes de marché et plus ou moins ouverte à l'international.

(2) Le pouvoir de contrôle sur le secteur financier s'est progressivement déplacé de l'Administration vers des institutions indépendantes responsabilisées, tels Bank Al-Maghrib et le CDVM.

La question qui mérite d'être posée est celle de savoir si un accord bilatéral, le premier du genre concernant les services financiers, est porteur d'éléments susceptibles d'améliorer l'attractivité des capitaux et d'impulser les mutations dans le comportement des acteurs du secteur financier marocain, tout en préservant la stabilité financière.

Dans ce qui suit, quelques éléments de réponse à ces interrogations sont proposés. Pour ce faire, il apparaît utile de procéder à un rapprochement entre les principes de l'AGCS, la réglementation marocaine en vigueur et les engagements souscrits au niveau de l'ALE. Ce rapprochement permettra de mettre en exergue les apports de l'ALE en termes d'ouverture pour pouvoir en évaluer les éventuels impacts.

## L'ALE s'inspire des principes de l'AGCS

L'Accord général sur le commerce des services a été signé à la fin du cycle d'Uruguay, qui a institué l'OMC en 1994 à Marrakech. Cet accord prévoit des négociations sur la libéralisation de près de 163 services, dont les services financiers.

Dans ce cadre, le Maroc a formulé une offre sur les services, notamment les services financiers, en 1994 ; elle a été modifiée en 1995 et en 2005.

Les offres formulées au niveau de l'Accord général sur le commerce des services (AGCS) ne correspondent pas encore à des engagements. Cependant, l'AGCS fixe les différents modes de fourniture des services (3) et édicte plusieurs principes d'ouverture qui doivent servir de base pour les négociations bilatérales hors OMC.

Ainsi, l'ALE prend en considération les modes de fourniture des services financiers tels qu'ils ont été cités dans l'article I de l'AGCS et se conforme aux principes qui figurent dans ce même accord. Ces principes sont au nombre de trois : 1) le principe de l'accès au marché qui permet le libre accès des investisseurs étrangers au marché national (4) ; 2) le principe du traitement national qui garantit un traitement égalitaire entre les investisseurs nationaux et étrangers à l'intérieur du territoire national (5) ; 3) le principe de la nation la plus favorisée selon lequel les pays doivent éviter toute discrimination en termes d'avantages entre les investisseurs des différentes parties avec lesquelles ils ont des accords (6).

En application de ces principes, le Maroc s'engage au niveau de l'ALE avec les Etats-Unis à :

- offrir un accès libre aux institutions financières américaines et aux investisseurs américains quant à leur établissement et leur exercice ;
- s'abstenir d'adopter des mesures qui pourraient favoriser les institutions financières marocaines et les investisseurs marocains au dépend de leurs homologues américains ;
- accorder aux autres partenaires avec lesquels le Maroc a signé des accords, notamment l'Union européenne et la Turquie, les mêmes avantages accordés aux Etats-Unis dans l'ALE.

(3) Il existe quatre modes de fourniture des services : la fourniture transfrontière, la consommation à l'étranger, la présence commerciale et la présence de personnes physiques. Ces modes sont définis dans l'annexe II.

(4) Article XVI de l'AGCS.

(5) Article XVII de l'AGCS.

(6) Article II de l'AGCS.

Comme on peut le constater, ces principes décrivent les différentes modalités d'ouverture des frontières en se mettant dans une logique de libéralisation totale. Cependant une ouverture aussi immédiate et aussi totale risque d'avoir des effets préjudiciables sur le système financier marocain et sur son économie (7). C'est pour cette raison que le Maroc a usé de son droit d'émettre des limitations à ces principes dans l'accord qui le lie aux Etats-Unis. Ces limitations sont conformes à la réglementation actuellement en vigueur au Maroc. Certaines d'entre elles sont temporaires : elles seront abolies de manière progressive. C'est en analysant ces restrictions et leur suppression progressive que l'on peut se faire une idée sur l'apport de l'ALE en termes d'ouverture et sur son éventuel impact sur les différents compartiments du système financier marocain.

### Banques : des ouvertures ponctuelles sans impact significatif (8)

#### Commerce transfrontière

L'acquisition des services financiers étrangers par les résidents marocains fait l'objet de nombreuses restrictions de change. Ces restrictions ont été établies car la consommation des services bancaires étrangers se traduit dans la majorité des cas par une acquisition d'actifs financiers, c'est-à-dire une sortie de capitaux qui peut se répercuter négativement sur le niveau des réserves de change, la stabilité du secteur financier et la croissance.

Ces restrictions ne concernent toutefois pas les établissements de crédit. En effet, ces derniers peuvent recourir à des prêts et effectuer des placements à l'étranger. Ceci permet à ces institutions d'avoir des sources de financement alternatives et de diversifier les opportunités d'emploi de leurs ressources, mais cela peut se traduire aussi par une sortie de l'épargne nationale hors du tissu productif marocain. Mais dans la conjoncture actuelle qui voit le secteur bancaire marocain en surliquidité, les banques marocaines n'expriment pas le besoin d'emprunter à l'étranger ; la preuve en est que l'essentiel de leurs ressources provient des dépôts nationaux (9), alors que les emprunts extérieurs ne représentent que 1,92 % du total des ressources (10). Les établissements de crédits n'exploitent pas non plus la possibilité d'effectuer des placements à l'étranger. En effet, leurs positions de change sont largement inférieures à la limite imposée par la réglementation prudentielle.

De façon générale, le volume des transactions transfrontières sur les services bancaires entre le Maroc et l'étranger est faible car le commerce transfrontières des services bancaires reste globalement fermé aux étrangers, sauf aux établissements de crédits marocains, mais ces derniers ne montrent pas d'intérêt pour ce type de commerce.

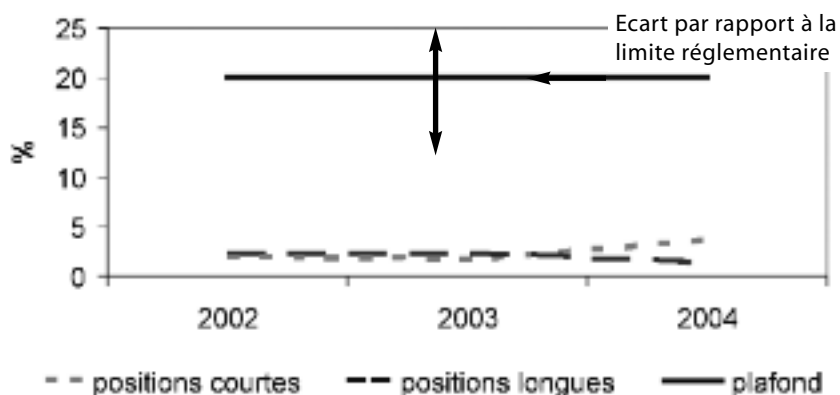
(7) On citera à ce niveau l'exemple des pays du Sud-Est asiatique qui ont procédé à une ouverture totale et rapide de leurs comptes-capital, ce qui a engendré des flux irrationnels de capitaux qui ont constitué des bulles financières, dont l'éclatement provoqua la célèbre crise asiatique.

(8) La lecture de la suite du texte nécessite la connaissance des différents modes de fourniture des services (annexe II) et des principes de la libéralisation des marchés (annexe III).

(9) En moyenne, sur les cinq dernières années, les dépôts de la clientèle représentent 70 % du total des ressources des banques ; 60 % de ces dépôts sont à vue.

(10) Rapport de BAM, 2004.

Graphique 1



Source: Bank Al-Maghrib

L'accord de libre-échange avec les Etats-Unis apporte deux nouveaux éléments au niveau du commerce transfrontières. Le premier est d'accorder le droit aux entreprises américaines de fournir de façon transfrontières les services suivants :

- le transfert de l'information financière et de logiciels de traitement d'informations y afférent ;
- des services de conseil et autres services auxiliaires, à l'exclusion de l'intermédiation et du conseil en matière d'acquisition et de restructuration.

L'achat de ces services par les résidents ne présente pas de danger pour le système financier marocain dans la mesure où ces services correspondent à des opérations courantes qui ne se traduisent pas par une fuite de capitaux. Mais il est peu probable que l'ouverture d'un nombre aussi réduit de services puisse stimuler les flux transfrontières des services bancaires entre les deux pays.

Le deuxième apport de l'ALE en matière de fourniture transfrontières consiste en la possibilité accordée aux investisseurs américains au Maroc de recourir aux services d'institutions financières américaines. Le Maroc s'engage à entreprendre les mesures allant dans ce sens dans un délai maximum de quatre ans.

Cette possibilité peut introduire une concurrence entre établissements de crédit marocains et américains pour financer les investissements américains au Maroc. Autrement dit, le financement des investissements américains sur le territoire marocain ne sera plus monopolisé par les établissements de crédit marocains mais sera ouvert à la concurrence entre les institutions américaines et marocaines. Cette ouverture peut aussi se traduire par un drainage de l'épargne étrangère susceptible de financer des investissements au Maroc. Mais tout ceci suppose un volume important d'investissements américains au Maroc, ce qui n'est pas le cas.

## Le volet financier : des ouvertures différenciées

Tableau 1

### Les investissements américains au Maroc

MDh	1997	1998	1999	2000	2001	2002
Investissements américains (1)	3 464,7	697,9	1 099,1	417,9	1 069,5	490,6
FBCF (2)	65 786	75 739,3	81 895,9	85 422,1	85 374,9	91 141,7
(1) / (2)	5,27 %	0,92 %	1,34 %	0,49 %	1,25 %	0,54 %

Source : Office des changes

Les investissements américains au Maroc ne représentent en moyenne que 1,6 % de la FBCF. Cette part est trop faible pour exacerber la concurrence bancaire. La possibilité donnée aux investisseurs américains sur le territoire du Maroc de recourir aux services transfrontières des banques américaines tend donc plus à encourager les américains à investir au Maroc qu'à déclencher une dynamique au sein du secteur bancaire marocain.

## La présence commerciale

L'accès au marché marocain est libre pour les banques étrangères, elles peuvent s'installer au Maroc à travers des filiales, des succursales ou des bureaux de représentation, à condition d'avoir l'agrément de BAM.

Cette liberté d'accès est toutefois accompagnée de mesures restrictives qui dérogent au principe du traitement national. En effet, les autorités marocaines se réservent le droit de limiter la participation d'une entité étrangère dans le capital d'une grande banque ou d'une compagnie financière contrôlant une grande banque si ladite participation risque de se traduire par une prise de contrôle. La législation marocaine précise aussi que le capital de la Banque centrale populaire doit être détenu à hauteur de 51 % par l'Etat, les autres actionnaires et notamment les étrangers ne pouvant détenir plus de 5 % du capital de cette banque. En outre, le Maroc se réserve le droit d'accorder des avantages aux institutions financières marocaines contrôlées totalement ou en majorité par l'Etat et à celles qui effectuent des opérations de crédit foncier, de crédit à la construction et de crédit à l'hôtellerie.

Ces mesures tendent à éviter d'avoir un secteur bancaire qui gère son portefeuille d'activité avec la seule logique de rentabilité. Le Maroc ouvre ainsi son marché bancaire à la concurrence étrangère tout en gardant des banques qui soutiennent les secteurs vitaux de l'économie, même s'ils sont peu rentables.

La législation marocaine contient une autre mesure qui va à l'encontre du principe du traitement national. Il s'agit des succursales de banques étrangères qui doivent être dotées d'un montant au moins égal au capital minimum exigé des banques, en vue de fournir des services bancaires au Maroc. Cette dotation permet au régulateur de s'assurer que les

engagements des succursales étrangères se font dans le respect des normes prudentielles.

De manière générale, le marché bancaire marocain est ouvert aux filiales et succursales américaines, avec toutefois des mesures prises pour limiter et éventuellement éviter les effets pervers de la concurrence. Mais cette ouverture n'a pas donné lieu à une présence commerciale significative de la part des établissements de crédits américains, bien que le secteur bancaire marocain soit rentable et sécurisé (11).

(11) Cette affirmation concerne seulement les banques privées de la place, ces dernières sont liquides et s'attribuent d'importantes marges d'intermédiation.

L'ALE admet une ouverture dans le dispositif mis en place par la législation marocaine. Il donne la possibilité aux succursales des banques américaines, dans un délai de trois ans maximum à compter de la date d'entrée en vigueur de l'accord, d'opérer en se basant sur les fonds propres de leur maison mère.

En principe, une succursale qui adosse ses engagements sur les fonds propres de sa société mère peut échapper aux normes prudentielles. Seulement, la loi bancaire précise qu'avant d'accorder le droit à une succursale d'opérer au Maroc, BAM doit s'assurer que les lois appliquées dans le pays de la société mère n'entraient pas la surveillance de la succursale, ce qui résout le problème lié à la réglementation prudentielle.

L'ALE a donc apporté une seule modification au niveau de la présence commerciale, celle qui concerne la dotation des succursales des banques américaines au Maroc. Il est peu probable que cette mesure puisse à elle seule déclencher une dynamique au sein du secteur bancaire marocain.

## Assurances : ouverture aux succursales américaines

### Commerce transfrontières et présence commerciale

L'accès au marché des assurances marocain est sujet à plusieurs limitations réglementaires. En effet, les sociétés ayant leur siège social à l'étranger n'ont pas la possibilité de développer des relations d'affaires avec le Maroc à travers la fourniture transfrontières ou par le biais de succursales. Elles ne peuvent fournir leurs services qu'à travers une filiale.

Cette mesure est prise pour protéger l'épargne nationale. En effet, le régulateur ne peut pas maîtriser le rapatriement des primes collectées par des sociétés d'assurances étrangères et leurs succursales, tandis qu'il peut limiter la sortie des primes collectées par les filiales à travers la réglementation des emplois des sociétés d'assurances ayant leur siège social au Maroc au niveau du code des assurances (12).

(12) L'article 164 du code des assurances stipule que les sociétés d'assurances ne peuvent pas placer plus de 5 % de leurs ressources en actifs étrangers.

L'ouverture du secteur aux filiales étrangères ne s'est toutefois pas traduite par une entrée de capitaux. En effet, au cours de la décennie 90, le secteur des assurances n'a reçu en moyenne que 0,2 % (13) du total des investissements et des prêts privés étrangers accordés au Maroc. Pourtant, le secteur des assurances marocain est le mieux structuré des pays de la rive Sud de la Méditerranée et son potentiel de croissance est remarquable.

(13) Chiffre calculé à partir des données disponibles sur le site de l'Office des changes.

## Le volet financier : des ouvertures différenciées

Tableau 2

2003	Primes émises en milliards US\$	Taux de pénétration	Densité US\$
Maroc	1,288	2,85 %	43
Tunisie	0,456	1,82 %	46
Algérie	0,399	0,65 %	12,5

Sources : Swiss Re. SIGMA et rapport d'activité de la DAPS

Toutefois, le marché des assurances marocain reste en deçà de ce qui est observé dans les pays développés.

Tableau 3

2003	Primes émises en milliards US\$	Taux de pénétration	Densité US\$
Japon	478,865	10,80 %	3 771
Royaume-Uni	246,733	13,40 %	4 059
Taïwan	32,402	11,31 %	1 433
Maroc	1,288	2,85 %	43

Sources : Swiss Re. SIGMA et rapport d'activité de la DAPS

Du côté des emplois, les opportunités de placement intéressantes sont encore relativement limitées. Le faible dynamisme du marché financier marocain et la baisse soutenue des taux d'intérêt au Maroc ne permettent pas aux sociétés d'assurances marocaines d'être en position aussi favorable que leurs concurrents étrangers et/ou que des sociétés d'assurances nationales qui bénéficient de la possibilité de réaliser des placements à l'étranger.

Le souci de limiter les sorties d'une partie de l'épargne nationale demeure l'objectif majeur du législateur marocain. Ce souci apparaît nettement dans l'ALE malgré l'ouverture accordée aux sociétés d'assurances américaines. En effet, l'ALE prévoit que, dans un délai maximum de quatre ans, les sociétés d'assurances américaines pourront s'installer sous forme de succursales au Maroc. Cette ouverture est toutefois restreinte, le Maroc se réservant le droit de réglementer la politique de placement et d'investissement de ces succursales afin de préserver l'épargne nationale.

Cette mesure pourrait permettre aux compagnies d'assurances américaines de s'installer au Maroc avec plus de facilité et de favoriser ainsi la baisse des prix et l'amélioration de la qualité des services d'assurances par le jeu de la concurrence américano-marocaine. Mais la limitation apportée à l'emploi des ressources des succursales et des filiales, bien qu'elle protège l'épargne nationale, risque de diminuer l'attractivité du secteur des assurances marocain, à moins que le marché financier marocain ne présente dans le futur des possibilités de placement plus intéressantes.

## **Réassurance : suppression de la cession obligatoire à la SCR**

### **Commerce transfrontières et présence commerciale**

La réglementation en vigueur n'émet aucune restriction en matière d'accès au marché en ce qui concerne le secteur de la réassurance. Les sociétés de réassurances étrangères peuvent s'établir au Maroc sous forme de filiales ou de succursales et les sociétés d'assurances marocaines peuvent se réassurer auprès de sociétés de réassurances étrangères. Toutefois, les compagnies d'assurances marocaines ont pour obligation de céder 10 % des primes afférentes aux opérations qu'elles réalisent sur le territoire du Maroc à la Société centrale de réassurances (SCR). Cette cession légale constitue une dérogation au principe du traitement national.

Dans le cadre de l'ALE, le Maroc s'engage à éliminer cette restriction dans un délai de 8 ans en ce qui concerne le commerce transfrontières entre une compagnie américaine de réassurances établie aux Etats-Unis et une compagnie d'assurances établie au Maroc et dans un délais de 5 ans en ce qui concerne une compagnie d'assurances des Etats-Unis établie au Maroc.

Cette ouverture est susceptible d'avoir un impact sur l'activité de la société centrale de réassurances, dont plus de 60 % du chiffre d'affaires provient de la cession légale.

### **OPCVM : libéralisation des placements**

Commerce transfrontières et présence commerciale :

En matière de présence commerciale, l'accès au marché est libre. En effet, aucun texte réglementaire ne s'oppose au fait qu'un étranger prenne des parts majoritaires dans un OPCVM, dans son établissement de gestion ou dans son établissement dépositaire. Le commerce transfrontières quant à lui n'est pas ouvert aux étrangers. En effet, les articles 23 et 29 du dahir portant loi n°1-93-213 du 21 septembre 1993 relatifs aux organismes de placements collectifs en valeurs mobilières (modifié par la loi 53-01) précisent que les établissements de gestion des OPCVM et leurs dépositaires doivent avoir leur siège social au Maroc, c'est-à-dire qu'un OPCVM ne peut offrir ses services que s'il est installé au Maroc.

En outre, la réglementation des changes impose des restrictions aux résidents (à l'exception des établissements de crédit) quant à leurs acquisitions et ventes d'actifs financiers à l'étranger. Cette disposition limite l'accès au marché des OPCVM étrangers par le biais du commerce transfrontières et aussi les placements des OPCVM marocains en valeurs étrangères.

Le Maroc s'est engagé dans le cadre de l'ALE à ouvrir des négociations qui visent à donner la possibilité aux OPCVM marocains de placer une partie de leurs ressources à l'étranger.

Les OPCVM drainent à l'heure actuelle une part de plus en plus significative de l'épargne nationale placée dans sa totalité au Maroc.



## **Le volet financier : des ouvertures différenciées**

L'ouverture de possibilités de placements à l'étranger aura certainement des effets positifs sur la capacité de mobilisation de l'épargne nationale et surtout étrangère par les OPCVM. Mais elle présente le risque d'une hémorragie de cette dernière que le Maroc ne peut se permettre.

### **Transparence et droit de regard**

Le Maroc s'engage au niveau de l'ALE à promouvoir des réglementations transparentes en matière de services financiers et à donner la possibilité aux américains d'exprimer leur point de vue sur tous les projets de loi qui concernent ces mêmes services. Le contenu de la transparence n'est toutefois pas spécifié au niveau de l'ALE, il peut donc faire l'objet de plusieurs interprétations. On pourrait ainsi dire que le Maroc donne un droit de regard aux Américains sur sa réglementation pour que les deux pays puissent s'assurer de l'homogénéité de leurs législations, ce qui devrait permettre une meilleure fluidité dans les échanges. Mais il ne faut pas que ce droit de regard se transforme en une influence américaine sur la législation marocaine.

*Annexe I*

**Définition des services financiers**

La définition des services financiers que donne l'ALE conclu entre le Maroc et les Etats-Unis est conforme à celle que leur donne l'AGCS au niveau de son annexe relative à ces services.

L'article 12.19 de l'ALE définit un service financier comme étant « tout service de nature financière ». Les services financiers incluent tous les services d'assurance et autres services connexes, et tous les services bancaires et autres services financiers (à l'exclusion de l'assurance), ainsi que les services auxiliaires ou accessoires à un service de nature financière. Les services financiers incluent les activités ci-après :

**Services d'assurance et services connexes**

- a. assurance directe (y compris coassurance) :
  - vie
  - non-vie
- b. réassurance et rétrocession ;
- c. intermédiation en assurance, par exemple activités de courtage et d'agence ;
- d. services auxiliaires de l'assurance, par exemple service de consultation, service actuariel, service d'évaluation du risque et service de liquidation des sinistres.

**Services bancaires et autres services financiers (à l'exclusion de l'assurance)**

- e. acceptation de dépôts et d'autres fonds remboursables du public ;
- f. prêts de tout type, y compris crédit à la consommation, crédit hypothécaire, affacturage et financement de transactions commerciales ;
- g. crédit-bail ;
- h. tous services de règlement et de transferts monétaires, y compris cartes de crédit, de paiement et similaires, chèques de voyage et traites ; i) garanties et engagements ;
- j. opérations pour compte propre ou pour compte de clients, que ce soit dans une bourse, sur un marché hors cote ou autre, sur :
  - instruments du marché monétaire (y compris chèques, effets, certificats de dépôt) ;
  - devises ;
  - produits dérivés, y compris, mais non exclusivement, instruments à terme et options ;
  - instruments du marché des changes et du marché monétaire, y compris swaps, accords de taux à terme ;
  - valeurs mobilières négociables ;
  - autres instruments et actifs financiers négociables, y compris métal ;

## Le volet financier : des ouvertures différenciées

k. participation à des émissions de tout type de valeurs mobilières, y compris garantie et placement en qualité d'agent (dans le public ou à titre privé) et prestation de services relatifs à ces émissions ;

l. courtage monétaire ;

m. gestion d'actifs, par exemple gestion de trésorerie ou de portefeuille, toutes formes de gestion d'investissement collectif, gestion de fonds de pension, services de garde, services de dépositaire et services fiduciaires ;

n. services de règlement et de compensation afférents à des actifs financiers, y compris valeurs mobilières, produits dérivés et autres instruments négociables ;

o. fourniture et transfert d'informations financières, et traitement de données financières et logiciels y relatifs, par les fournisseurs d'autres services financiers ;

p. services de conseil, d'intermédiation et autres services financiers auxiliaires de toutes les activités énumérées aux alinéas e) à o), y compris cote de crédit et analyse financière, recherche et conseil en investissements et en placements et conseil en matière d'acquisitions, de restructurations et de stratégies d'entreprises.

### Annexe II

## Les modes de fourniture des services financiers

L'article I de l'AGCS définit quatre modes de fourniture des services et notamment des services financiers. Il s'agit de :

**1. La fourniture transfrontière** : c'est la fourniture d'un service en provenance du territoire d'un pays et à destination du territoire de tout autre pays. Par exemple : une société d'assurances installée aux Etats-Unis qui fournit ses services à des résidents marocains.

**2. La consommation à l'étranger** (14) : c'est la fourniture d'un service sur le territoire d'un pays à l'intention d'un consommateur de services de tout autre pays. Par exemple, un résident marocain qui consomme des services bancaires sur le territoire des Etats-Unis.

(14) Les modes 1 et 2 sont souvent regroupés dans le vocable "commerce transfrontières".

**3. La présence commerciale** : c'est la fourniture d'un service par un fournisseur de services d'un pays, grâce à une présence commerciale sur le territoire de tout autre pays. Par exemple : une banque américaine qui s'installe au Maroc sous forme de filiale ou de succursale en vue de fournir des services bancaires à des résidents marocains.

**4. La présence de personnes physiques** : c'est la fourniture d'un service par un fournisseur de services d'un pays, grâce à la présence de personnes physiques de ce pays sur le territoire de tout autre pays.

*Annexe III*

**Les principes de libéralisation des services financiers**  
**Articles XVI, XVII et II de l'AGCS**

**Accès aux marchés (article XVI de l'AGCS)**

1. En ce qui concerne l'accès aux marchés suivant les modes de fourniture identifiés à l'article premier, chaque membre accordera aux services et fournisseurs de services de tout autre membre un traitement qui ne sera pas moins favorable que celui qui est prévu en application des modalités, limitations et conditions convenues et spécifiées dans sa liste.

2. Dans les secteurs où des engagements en matière d'accès aux marchés seront contractés, les mesures qu'un membre ne maintiendra pas, ni n'adoptera, que ce soit au niveau d'une subdivision régionale ou au niveau de l'ensemble de son territoire, à moins qu'il ne soit spécifié autrement dans sa Liste, se définissent comme suit :

a. limitations concernant le nombre de fournisseurs de services, que ce soit sous forme de contingents numériques, de monopoles, de fournisseurs exclusifs de services ou de l'exigence d'un examen des besoins économiques ;

b. limitations concernant la valeur totale des transactions ou avoirs en rapport avec les services, sous forme de contingents numériques ou de l'exigence d'un examen des besoins économiques ;

c. limitations concernant le nombre total d'opérations de services ou la quantité totale de services produits, exprimées en unités numériques déterminées, sous forme de contingents ou de l'exigence d'un examen des besoins économiques ;

d. limitations concernant le nombre total de personnes physiques qui peuvent être employées dans un secteur de services particulier, ou qu'un fournisseur de services peut employer et qui sont nécessaires pour la fourniture d'un service spécifique, et s'en occupent directement, sous forme de contingents numériques ou de l'exigence d'un examen des besoins économiques ;

e. mesures qui restreignent ou prescrivent des types spécifiques d'entité juridique ou de coentreprise par l'intermédiaire desquels un fournisseur de services peut fournir un service ;

f. limitations concernant la participation de capitaux étrangers, exprimées sous forme d'une limite maximale en pourcentage de la détention d'actions par des étrangers, ou concernant la valeur totale d'investissements étrangers particuliers ou des investissements étrangers globaux.

**Traitement national (article XVII de l'AGCS)**

1. Dans les secteurs inscrits dans sa liste, et compte tenu des conditions et restrictions qui y sont indiquées, chaque membre accordera aux services et fournisseurs de services de tout autre membre, en ce qui concerne toutes

## **Le volet financier : des ouvertures différenciées**

les mesures affectant la fourniture de services, un traitement non moins favorable que celui qu'il accorde à ses propres services similaires et à ses propres fournisseurs de services similaires.

2. Un membre pourra satisfaire à la prescription du paragraphe 1 en accordant aux services et fournisseurs de services de tout autre membre soit un traitement formellement identique à celui qu'il accorde à ses propres services similaires et à ses propres fournisseurs de services similaires, soit un traitement formellement différent.

3. Un traitement formellement identique ou formellement différent sera considéré comme étant moins favorable s'il modifie les conditions de concurrence en faveur des services ou fournisseurs de services du membre par rapport aux services similaires ou aux fournisseurs de services similaires de tout autre membre.

### **Traitement de la nation la plus favorisée (article II de l'AGCS)**

1. En ce qui concerne toutes les mesures couvertes par le présent accord, chaque membre accordera immédiatement et sans condition aux services et fournisseurs de services de tout autre membre un traitement non moins favorable que celui qu'il accorde aux services similaires et fournisseurs de services similaires de tout autre pays.

2. Un membre pourra maintenir une mesure incompatible avec le paragraphe 1 pour autant que celle-ci figure à l'Annexe sur les exemptions des obligations énoncées à l'article II et satisfasse aux conditions qui sont indiquées dans ladite annexe.

3. Les dispositions du présent accord ne seront pas interprétées comme empêchant un membre de conférer ou d'accorder des avantages à des pays limitrophes pour faciliter les échanges, limités aux zones frontières contiguës, de services qui sont produits et consommés localement.